

Un regard sur le livre et les bibliothèques au Pérou

David-Jonathan Benrubi david-jonathan.benrubi@enssib.fr

David-Jonathan Benrubi est archivistepaléographe, conservateur stagiaire des bibliothèques en formation à l'Enssib (DCB 17). e Pérou compte près de vingt-huit millions d'habitants — dont huit à Lima —, présente un niveau de développement parmi les plus bas d'Amérique latine, se caractérise par une géographie physique et humaine très hétérogène (costa, sierra, selva), dispose d'un État et d'une classe politique faibles dans une nation éclatée. Si le pays semble avoir pris la voie du développement économique, la question politique et sociale demeure très préoccupante, comme l'ont montré l'accession au second tour de la dernière élection présidentielle d'un candidat populiste et militariste, l'inertie des diverses autorités publiques devant le grand froid de juin-juillet 2007 (qui a touché des régions particulièrement pauvres) et le tremblement de terre d'août 2007, ainsi que divers mouvements sociaux (on mentionnera ici la difficile réforme du système éducatif, en l'occurrence l'introduction d'examens rudimentaires pour vérifier le niveau minimum des enseignants actuels). Dans ce tableau, sans doute trop bref et trop pessimiste, et évidemment subjectif, quelle place pour les bibliothèques ?

Cette question, qui fournit la trame du présent article, appelle une note liminaire sur l'information dont on dispose pour y répondre. L'auteur anonyme d'un essai sur Le livre au Pérou dans la décennie 1995-2005 indique que l'inscription au registre de l'agence péruvienne de l'ISBN (créée en 1995) ne s'est imposée dans la pratique des éditeurs qu'à partir de 2003-2004, ce qui oblige à « tenter une estimation empirique du tirage moyen de l'industrie éditoriale péruvienne à partir d'entretiens personnels, de questions posées par courrier électronique, de déclarations publiques des éditeurs, et de nouvelles journalistiques 1 ». On conçoit que, si on ne dispose pas de bonnes données sur l'industrie du livre, pourtant un enjeu économique lourd, l'information sur les bibliothèques sera au moins aussi éclatée et inégale. C'est pourquoi cet article ne prétend pas se substituer à une recherche proprement académique encore irréalisable au Pérou. En outre, il porte un regard limité : la ville, la costa et la sierra (mais pas la selva), le domaine hispanophone (et guère le monde quechua), sont visités par cette enquête sur les bibliothèques péruviennes. Mais ces limites ne reproduisent-elles pas celles de l'offre en bibliothèques elle-même²?

On donnera d'abord quelques indications sur la situation du livre au Pérou. On s'intéressera ensuite à la fois à la Bibliothèque nationale et aux bibliothèques publiques (la première étant considérée comme la plus importante des secondes). Enfin, on présentera deux grandes bibliothèques universitaires correspondant à deux modèles d'université.

^{*} Cette enquête a été menée parallèlement à un stage réalisé entre janvier et août 2007 au Fondo Reservado de la bibliothèque centrale de l'université de San Marcos. Je remercie très vivement Alberto Loza Nehmad (responsable de la Sala de Investigaciones – Fondo Reservado) et Rómulo Zuñiga (spécialiste d'anthropologie urbaine) pour leur aide.

^{1.} El libro en el Perú: evolución y diagnóstico, 1995-2005, Lima, Promolibro, 2006, p. 9.
2. En revanche, on a volontairement exclu les bibliothèques paroissiennes (qui ne diffèrent pas beaucoup des petites bibliothèques communautaires des banlieues pauvres de Lima, que nous présentons) et les bibliothèques des instituts étrangers (Alliance française, Britanico, ICPNA – Instituto Cultural Peruano Norteamericano...). Sans contester la légitimité et l'utilité de ces dernières, notons que, pratiquant des tarifs socialement discriminants (le seuil se situant dans la partie haute de la classe moyenne), elles matérialisent sur le territoire péruvien l'antagonisme entre bibliothèques du Nord et du Sud: le budget d'acquisition de la médiathèque de l'Alliance française représente presque la moitié de celui de la principale université publique du pays.

Le Pérou en quelques chiffres

Population (2005) 27, 27 millions PIB/habitant (2005) 6 039 dollars Taux de mortalité infantile 23 ‰

Taux de scolarité (2005)

au niveau primaire 96 % (moyenne Amérique latine et Caraïbes : 94 %)

70 % au niveau secondaire 34 % au niveau supérieur (études)

Taux d'alphabétisation (2005)

adultes (> 15 ans) 89, 9 % jeunes adultes (15-24 ans) 96 %

Indice de pauvreté humaine

(IPH, 2004) 11, 6 (81e rang sur 177)

Indice de développement humain (IDH, 2005)

Sources: Institut de statistiques de l'Unesco (www.unesco.org) Programme des Nations unies pour le développement (http://hdr.undp.org)

0, 773 (87e rang)

Le livre au Pérou

Le Pérou a adopté en 2003 une « loi du livre », sur le modèle de la loi-type de Guayaquil³. Elle prévoit notamment la création d'avantages fiscaux et douaniers conditionnés à l'inscription au registre ISBN ; la création de Promolibro 4 (Conseil national de démocratisation du livre et de soutien à la lecture) ; la création de centres de documentation par les organismes de l'État, ce qui « pourrait signifier une importante source d'emplois [pour les bibliothécaires] en plus de permettre aux citoyens l'accès à l'information dans les organismes étatiques 5 ». Plus généralement, l'adoption de cette loi marque une étape dans la prise de conscience par les pouvoirs politiques des enjeux économiques et culturels posés par l'état critique du livre.

Le marché péruvien du livre est marqué par de nombreuses faiblesses, qui ne sont pas sans incidence sur le travail des bibliothèques. D'une part, la demande sociale est difficile à mesurer. Le taux d'alphabétisation, qui tourne autour de 90 %, ne saurait être tenu pour un indicateur

- 3. Cette loi, adoptée par l'Équateur en 1992 sous les auspices de l'Unesco-Cerlalc (Centro Regional para el fomento del Libro en America Latina), a servi de modèle à douze pays de la région. Elle repose sur un triptyque défense du droit d'auteur/avantages fiscaux/soutien aux bibliothèques. Le véritable précurseur fut cependant la Colombie, souvent citée en exemple : adoptant une loi pionnière en 1973, elle a, en un quart de siècle, fortement développé son industrie éditoriale jusqu'à se hisser parmi les premiers pays exportateurs de livres en espagnol. Le Pérou est en revanche l'avant-dernier pays latino-américain (avant Haïti) à se doter d'une telle loi.
- 4. www.promolibro.org. Pour le financer, est créé aussi Fondolibro, qui est administré par la Bibliothèque nationale (qui n'a théoriquement pas le droit d'y recourir pour financer ses propres dépenses) et dont l'alimentation est mal définie.
- 5. Voir Rosalia Quiroz de Garcia, « Breve analisis de la Ley nº 28086, "Ley de democratización del libro y fomento de la lectura" », Infobib : revista de bibliotecología, 3 (2004), p. 33-48, ici p. 42.

des pratiques de lecture. Or, les résultats apparemment positifs de l'enquête menée par la BN entre 2001 et 2004 ne résistent pas à la critique 6. Le marché de l'offre, quant à lui, est fragmenté, tant au niveau de la production que de la diffusion (le commerce informel). La petite taille de l'édition péruvienne provoque l'importation de la majorité des livres depuis des pays dotés d'une industrie éditoriale plus structurée, notamment le Mexique, la Colombie, l'Argentine, ce qui entraîne une hausse du prix à la vente.

Un cycle vertueux a toutefois été amorcé par l'entrée sur le marché du livre des groupes de presse, qui, forts de leurs réseaux de distribution, publient des éditions à prix abordable de « classiques » au succès assuré (Vargas Llosa, Bryce Echenique, García Márquez, Coehlo...), et par le développement des éditions institutionnelles, notamment universitaires. La dernière foire internationale du livre de Lima (juillet 2007) affichait une augmentation de 7 % du nombre de visiteurs et de 14 % du volume des ventes par rapport à l'année précédente 7. Mais ne nous y trompons pas : le livre « légal » demeure un objet cher dont l'acquisition est réservée à une très faible part de la population 8.

Au demeurant, plus de la moitié des librairies sont à Lima, la quasi-totalité des librairies indépendantes étant concentrée dans les quartiers huppés de Miraflorès et San Isidro. On doit d'autant plus saluer le travail de l'association Libros Peruanos, qui assure et publie en ligne une veille bibliographique, joue (dans l'ombre) un rôle d'intermédiaire entre la plupart des acteurs du livre, pallie par la vente à distance l'absence de librairies dans l'intérieur du pays, réunit des ressources documentaires autour des problèmes de lecture publique, etc. On est aussi particulièrement porté à s'interroger sur la capacité des bibliothèques à faciliter l'accès au livre.

Bibliothèque nationale et autres bibliothèques publiques

Exactement un mois après avoir proclamé l'indépendance du Pérou, José de San Martín, le 28 août 1821, créa à partir de sa collection personnelle « une bibliothèque nationale dans cette ville pour l'usage de toutes les personnes qui souhaitent la fréquenter ». Dans la meilleure langue des Lumières, le décret projetait d'émanciper le peuple de l'ignorance volontairement entretenue par l'Espagne. Ce faisant,

- 6. Osmar Gonzales Alvarado, « La cultura escrita en Perú », Allpanchis, XXVI/66 (2005), en ligne [www.librosperuanos.com/carpetas/La-culturaescrita-el-Peru.pdf]. Les divers articles de cet auteur, en ligne sur le site www.librosperuanos.com, sont une bonne introduction aux problèmes de la lecture et des bibliothèques au Pérou.
- 7. « Feria del libro tuvó más ventas ese año », Perú 21, lundi 30 juin
- 8. À titre indicatif, un livre universitaire considéré comme abordable (50 soles) coûte une vingtaine de repas dans un des innombrables restaurants de rue ; un livre vendu 30 euros en France, sera vendu 40 euros au Pérou (160 soles). On observe empiriquement que ce ne sont pas seulement les individus situés au plus bas de l'échelle sociale qui ne peuvent s'offrir des livres, mais bien un large spectre social incluant les « classes moyennes ».
- 9. www.librosperuanos.com



avant même d'instaurer la liberté d'imprimer, le Libertador du Sud fondait ce qu'on a pu appeler « une bibliothèque publique avec le nom de bibliothèque nationale ». La Biblioteca nacional del Perú (BNP) est restée marquée par cette orientation originelle, qui devait faire d'elle dans le meilleur des cas une grande BPI, mais pas la bibliothèque patrimoniale de référence. Peut-être à cause de son histoire mouvementée – mise à sac pendant l'occupation chilienne, incendie en 1943... - qui la prive de grandes collections spéciales ? Ou de la faiblesse du dépôt légal (créé en 1822, il ne fonctionne - mal - que depuis 1998) ? La BNP pouvait-elle, dans un pays dont le cadre national est si précaire, être autre chose que la bibliothèque de Lima?

Quoi qu'il en soit, le tournant du xx1e siècle (1992-2006) fut pour elle un moment de réforme. Comme ailleurs, celle-ci passait d'abord par la construction d'un nouveau bâtiment : dotée depuis 2006 d'un nouveau siège, la BNP est sans doute la seule bibliothèque nationale à disposer... d'une piscine olympique. Ce raccourci, provocateur, résume assez bien l'écart qu'il y a entre les effets d'annonce et les réformes structurelles. Il est trop tôt, en réalité, pour prendre la mesure de ce que sera la Bibliothèque nationale au xx1e siècle, car la répartition des tâches et des fonctions entre le nouveau siège de l'avenue Javier-Prado et le vieux local de l'avenue Abancay est encore inconnue (sans parler des six annexes liméniennes). Le fait qu'Abancay (dont les collections sont depuis longtemps dépassées) ait été rebaptisé « Biblioteca pública de Lima » suggère une volonté de conférer au nouveau centre, situé en face du Museo de la Nación, une dimension plus nationale, via des campagnes médiatiques 10, ainsi qu'une orientation académique et patrimoniale (symbolisée par l'ouverture d'une « Salle de recherche »). Mais, pour accueillir une moyenne de dix mille lecteurs par semestre, le site de Javier-Prado manque de moyens humains (en outre, il ressort généralement des conversations informelles entre collègues que la BNP, où les salaires sont notoirement bas, souffre d'un manque d'attractivité).

La BNP abrite aussi, depuis 1984, les services du Réseau national de bibliothèques (Sistema nacional de bibliotecas, SNB), réseau qui reste à construire. Alors que le SNB est encore perçu loin de la capitale comme la « Bibliothèque nationale de Lima », les conventions signées (appui logistique et scientifique de la BNP aux bibliothèques municipales, collaboration de ces dernières dans la collecte des exemplaires du dépôt légal envoyés à Lima) sont souvent en sommeil, et les projets de catalogues communs en ligne demeurent inachevés. En 2004, seules 5 % des bibliothèques scolaires et un tiers des bibliothèques publiques avaient signé un accord avec le SNB. Celui-ci, toutefois, a

10. Pour intéresser l'opinion publique à son sort, la BNP lançait en juin 2003 la campagne « un nuevo sol para la biblioteca » (« [donnez] un sol pour la bibliothèque »), considérée comme un succès. Parallèlement, dans un pays où la nation existe moins que le nationalisme, l'affaire très médiatisée de la rétrocession au Pérou des livres « volés » par les Chiliens durant l'occupation de Lima (1881-1883) a sans doute contribué à la publicité de la BNP - 3 788 livres y sont finalement arrivés en novembre 2007.



La Bibliothèque nationale du Pérou. Photo : BNP - Département numérique

récemment obtenu que les bibliothèques soient prises en compte dans le formulaire remis par chaque collectivité territoriale à l'institut statistique national. C'est là une avancée prometteuse pour la connaissance des bibliothèques péruviennes, même si, dans le rapport de 2006 (pour l'année 2004), n'y sont traitées que deux informations : la superficie du local et la moyenne mensuelle du nombre d'usagers (cette dernière valeur méritant précaution) 11.

Naissance de la lecture publique

Si l'on excepte la BNP, les premiers véritables développements de la lecture publique remontent au dernier quart du xix^e siècle ¹². En 1875, un Reglamento de instrucción pública encourage la création de bibliothèques populaires (sur le modèle implicite des homologues argentines). Peu après, une association ouvrière fonde ce qui deviendra la bibliothèque municipale de Piura. Celle d'Aréquipa publie en 1902 un catalogue raisonné de ses livres, dont le contraste avec la contemporaine bibliothèque universitaire de San Marcos est frappant : alors que plus de la moitié des livres sanmarquiniens inventoriés par ordre alphabétique en 1906-1908 - ils sont acquis de fraîche date - sont en français et traitent de matières littéraires, la bibliothèque municipale d'Aréquipa adopte, au contraire, une politique documentaire adaptée à un public de commerçants et d'entrepreneurs, privilégiant des livres en espagnol traitant de

de licenciado en bibliotecologia (UNMSM), Lima, 2002, p. 28-36.

^{11.} Selon l'étude, près de la moitié des collectivités locales déclaraient en 2004 prendre en charge une bibliothèque ; 75 % de celles-ci occupaient moins de 100 m², et 3 % plus de 500 m²; 40 % accueillaient moins de 100 usagers par mois, 11 % plus de 1 000 usagers par mois. Les inégalités territoriales sont fortes. Biblioteca nacional del Perú -Sistema nacional de bibliotecas, Directorio Nacional de Municipalidades que cuentan con biblioteca pública, 2004, Lima, 2006 : www.bnp.gob.pe/bib_publicas/Instructivo_Directorio_2006.pdf 12. César A. Castro Aliaga, La Biblioteca Nacional del Perú y las bibliotecas públicas municipales : avances y perspectivas, tesis para el titulo

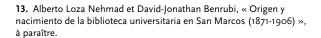
sujets techniques et économiques ou appartenant à la littérature de divertissement 13.

Les bibliothèques publiques connurent ensuite une impulsion sous l'ère de Basadre. Outre la création du Fondo San Martin (1947) - qui se révéla en fin de compte un échec, celui-ci ayant surtout financé la nouvelle Bibliothèque nationale - puis d'un organisme de coordination (1956), il faut signaler l'inauguration en 1956 de la bibliothèque publique du Callao (ville attenante à Lima). Celleci, dotée d'un bibliobus et baptisée « bibliothèque pilote » avait vocation à constituer un modèle pour l'Amérique latine et à attirer le regard de l'étranger. De fait, l'Unesco et la fondation Rockfeller lui apportèrent leur appui, avant qu'elle n'entre en déclin après la mort de Basadre. Les années 1980-2000 furent pour les bibliothèques publiques comme pour le pays entier des années sombres, dont certaines collections de périodiques gardent d'ailleurs une trace : les pages de journal arrachées parce qu'elles contenaient de l'information dérangeante. C'est à cette époque pourtant que des « lois organiques sur les municipalités » mentionnent l'obligation pour les collectivités locales de développer des bibliothèques. Le caractère non contraignant de la prescription et la faible légimitation sociale de l'institution empêchèrent toute réalisation d'importance. Quelle est la situation au début du xx1e siècle ?

Les bibliothèques publiques aujourd'hui

S'en tenant ici à une démarche empirique, on répartira les bibliothèques publiques en trois groupes : les bibliothèques des grandes villes de province, celles des arrondissements riches de Lima, celles situées en zone rurale (rares) et urbano-marginale.

Une comparaison permet de dessiner les contours d'une équipe idéale typique travaillant dans une bibliothèque de capitale provinciale. Relevant d'une sous-direction de la municipalité (à Cuzco : la « gerencia » de la culture, de l'éducation, du tourisme et de l'environnement), le directeur est une figure intellectuelle de la notabilité locale proche de la mouvance occupant l'hôtel de ville (son poste entrant dans la catégorie dite des « charges de confiance » dont les responsables sont nommés à la discrétion du maire). Une quinzaine d'agents municipaux font fonctionner l'établissement. Ils ont appris le métier sur le tas, car aucune bibliothèque publique, hors de Lima, n'emploie de personnel diplômé (en partie à cause de l'absence de formation bibliothécologique en province). Or, les formations dispensées par la BNP dans le cadre des accords du SNB sont rares et courtes, et la question de savoir qui de l'État ou de la collectivité doit les financer reste souvent en suspens. C'est pourquoi les bibliothécaires « convaincus » se plaignent d'un déficit de professionnalisation. Quelquesuns, à l'occasion de la réunion à Cuzco du premier congrès national des bibliothèques publiques (avril 2006), ont de-





Hall d'entrée de la bibliothèque de Cuzco. Photo : David-Jonathan Benrubi

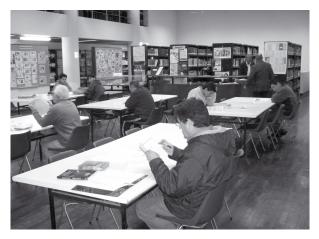
mandé « aux liméniens » (San Marcos, la Católica, la BNP) de mettre en place un site internet de formation à distance rien n'a depuis été réalisé en ce sens.

Le principal handicap de ces bibliothèques tient cependant à l'immaturité des formes de gestion publique au Pérou. À Cajamarca 14, en 2005, la bibliothèque a acheté cinq cents livres, deux ordinateurs et une photocopieuse : la directrice, le maire et le gouvernement étaient alors tous du même bord politique. Depuis les élections de 2006, la bibliothèque stagne, son directeur ne commandant aucune acquisition sur les crédits dont il dispose théoriquement, alors que la collection de périodiques est conservée dans des conditions critiques.

Le public de ces bibliothèques est divers, même si on y rencontre beaucoup d'écoliers et d'étudiants venant travailler, et de retraités lisant la presse. Leurs collections (environ 18 500 livres à Cajamarca, 40 000 à Cuzco et Aréquipa) sont très majoritairement constituées par des dons (plus anecdotiquement par le « troc ») provenant de bibliothèques personnelles, d'exemplaires fournis par les auteurs, du désherbage provenant de la BNP (même si cela n'est pas présenté ainsi) et de l'étranger (notamment d'Espagne). Entre janvier et juin 2007, 320 livres sont ainsi entrés dans

^{14.} Ville importante du nord des Andes péruviennes (plus de 150 000 habitants).





La salle de lecture de la bibliothèque de Miraflorès. Photo : David-Jonathan Benrubi

le fonds de la bibliothèque de Cuzco, dont l'écrasante majorité est en complet décalage avec les besoins documentaires de la population – on n'y trouve pas, par exemple, d'édition récente du code civil péruvien. Dans ce triste tableau, il est possible que la dématérialisation du livre joue en faveur de ce type de bibliothèque : celle de Cuzco a tenté l'expérience d'abonnements électroniques (E-libro, Infrotrac) lui permettant pour un prix fixe (environ 25 000 soles par an) de fournir un accès à des collections numérisées plus grandes (environ 250 000 livres) et plus actualisées que ne pourrait jamais être - en l'état actuel des choses - sa collection matérielle 15. L'autre voie à explorer serait celle de la mutualisation des ressources, mais l'absence de continuité institutionnelle la précarise : sans directeur, comment la bibliothèque de Cuzco pourrait-elle réaliser le vœu de certains de ses employés de la voir s'imposer comme CCRB (centre coordinateur régional de bibliothèques)?

Une bibliothèque à Miraflorès

La bibliothèque Ricardo-Palma, dans l'arrondissement emblématique de Miraflorès, reçoit un fort appui de sa mairie. La directrice collabore avec trois professionnels diplômés et cinq assistants. Sans surprise dans ce quartier international et bourgeois, le modèle managérial est ici celui de l'entreprise et de l'appel aux ressources du secteur privé, comme dans le cas de l'informatisation de la bibliothèque qui fut permise par une mise à disposition gracieuse de l'auditorium du centre culturel. Si l'essentiel des collections (environ 40 000 livres) provient encore de dons, la bibliothèque dispose d'un confortable budget d'acquisition, et jouit des « donations » effectuées chaque année par la Chambre péruvienne du livre (les éditeurs) à l'occasion de l'importante foire du livre qu'elle organise à Miraflorès. Elle

15. L'événement a d'ailleurs été célébré au cours d'une cérémonie d'inauguration de la « Grande bibliothèque virtuelle de Cuzco ». En août 2007, l'abonnement était suspendu depuis plusieurs mois (mais sa reprise est prévue).

publie depuis 1999 un catalogue en ligne, constitue une collection de dossiers de presse, organise des expositions bibliographiques, conserve un patrimoine photographique, a – comme la BNP – une salle « jeunesse » et – un peu de « social » ne faisant pas de mal – une annexe réservée aux employés d'un marché. La bibliothèque Ricardo-Palma est à l'heure des réseaux, elle pilote depuis 2003 le projet Punku (« porte » en quechua) de « consortium des bibliothèques de Miraflorès » qui vise à établir une collaboration entre sept bibliothèques spécialisées (dont celle de l'Institut français d'études andines, une des meilleures bibliothèques de recherche du pays).

Dans les conos de Lima

On compte sur les doigts de la main les bibliothèques comparables à celle de Miraflorès (San Isidro, Surco). Même la vieille bibliothèque du quartier riche et bourgeoisbohème de Barranco, privée de direction depuis longtemps, est en état de léthargie. La municipalité métropolitaine de Lima, quant à elle, possède une importante bibliothèque de recherche, mais pas de salle de lecture publique.

Surtout, les bibliothèques localisées dans les conos de Lima 16 fournissent une offre très inégale et globalement inférieure aux besoins documentaires de la population (en l'état actuel des choses, leur premier rôle social est de contribuer à sortir les enfants de la rue). Pilotés par des associations de quartier, animés par des retraités bénévoles, ces établissements de petite taille ouvrent peu (parfois deux fois deux heures dans la semaine), accueillent un petit nombre d'usagers, et disposent de fonds réduits et peu actualisés. S'il n'est pas rare qu'une ONG ait joué un rôle initial dans leur création (financement du bâtiment, des premiers livres), elles bénéficient, pour leur fonctionnement, du soutien de Promolibro. Cet organisme, créé par la loi du livre de 2003, chargé de développer le livre et la lecture, est rattaché au ministère de l'Éducation, mais réunit des représentants de plusieurs ministères et établissements culturels. Le soutien de Promolibro prend plusieurs formes : des offres de formation, la mise à disposition ponctuelle d'un agent (par exemple pour l'organisation d'un atelier de lecture hebdomadaire), et surtout de dons de livres neufs. Ces derniers se font via l'obtention par les bibliothèques de « lots » standardisés et hiérarchisés (au-delà du premier lot, l'obtention des paquets bibliographiques suivants est conditionnée à la satisfaction de certains critères, notamment d'heures d'ouverture).

Ce paysage bibliothécaire, bien qu'hétérogène, demeure rudimentaire : les bibliothèques, largement orientées vers une mission de diffusion de la lecture chez les enfants, sont encore loin de fournir l'« information citoyenne » indispensable à la population ¹⁷. En outre, des zones urbano-

^{16.} Les pointes sud et nord du territoire urbain, où sont concentrées les zones marginales.

^{17.} Alejandro Ponce San Roman, « Pobreza informativa y democracia de baja intensidad : la perspectiva bibliotecaria », *Biblios*, 5 (2000). En ligne : www.bibliosperu.com



La vieille bibliothèque de l'arrondissement bourgeois-bohème de Barranco est restée longtemps sans directeur.

Photo: David-Jonathan Benrubi

marginales apparaissent de plus en plus en province – à Chiclayo, à Ayacucho, à Puno... – alors que les efforts de l'État sont encore largement concentrés sur Lima ¹⁸. Dans ce contexte, le soutien des organismes internationaux demeure vital – les diverses Églises, notamment évangélistes, ne s'y trompent pas.

Deux grandes bibliothèques universitaires

S'il est vrai qu'un fort clivage entre institutions publiques et établissements privés caractérise l'offre universitaire péruvienne, celui-ci n'est pas le point de départ le plus pertinent d'une observation des bibliothèques universitaires. Car il faut distinguer, parmi les premières, entre quelques universités prestigieuses essentiellement concentrées à Lima (San Marcos, l'UNI où se forment les ingénieurs, l'Agraria) et une kyrielle de petites universités provinciales dont la majorité sont réputées être d'un faible niveau académique 19. Parmi les secondes, l'université catholique pontificale du Pérou (PUPC, ou Católica) – qui délivre sans doute le meilleur enseignement du pays – n'a rien de commun avec une pléthore d'« universités » privées, très onéreuses, dispensant un enseignement de faible qualité,

et dont les diplômes passent pour avoir plus valeur de marqueur social que de distinction académique. En généralisant, on peut dire que, pour des raisons différentes, la bibliothèque universitaire est la parente pauvre aussi bien de la majorité des universités publiques de province que des *private schools* nouveau genre. Je présenterai plutôt ici l'offre en bibliothèques des deux établissements les plus connus, qui sont aussi très différents l'un de l'autre.

L'université de San Marcos

L'Université nationale majeure de San Marcos (UNMSM, ou San Marcos) s'enorgueillit d'être la plus ancienne du continent américain. On y entre sur concours mais les droits d'inscription sont très bas. Les étudiants proviennent donc des couches inférieures et moyennes de la société. Cette université a une réputation très contrastée : prestigieuse aux yeux d'une opinion peu au fait des réalités de l'enseignement supérieur, d'aucuns jugent que son archaïsme gâche le potentiel des étudiants. À l'opposé, la Católica présente des airs de campus nord-américain. La plus ancienne université privée du pays ²⁰, bien que pratiquant des tranches tarifaires, ne recrute pas en-deçà de la classe moyenne. L'enseignement y est en revanche excel-

^{18.} Promolibro soutient 191 bibliothèques à Lima, 66 en province.

19. Ce qui ne les prive pas d'un rôle politique ou historique : le Sen

^{19.} Ce qui ne les prive pas d'un rôle politique ou historique : le Sentier lumineux est né au sein de l'université d'Ayacucho.

^{20.} Elle fut fondée sous les auspices de missionnaires français au moment où le corps universitaire « sanmarquinien » s'engageait très à gauche, au sein du mouvement (d'inspiration argentine) de la « Réforme universitaire ».



lent. À des modèles différents d'université correspondent des bibliothèques différentes.

Contrairement à ce qu'auraient souhaité certains Sanmarquinos, aucune des bibliothèques de l'UNMSM ne remonte au xvie siècle 21. Les premières réalisations datent des années 1860. L'actuelle bibliothèque centrale, créée dans les premières années du xxe siècle, s'est dotée d'un nouveau bâtiment inauguré en 1999. Installé en face du rectorat et des administrations centrales de l'université, celui-ci s'étend sur quatre étages et une surface avoisinant les 2 hectares, les salles de lecture pouvant accueillir plus de 550 usagers. En outre, il abrite le principal auditorium de l'université (capacité d'accueil de 400 personnes) et une salle accueillant des expositions bibliographiques. La Réserve occupe un espace sécurisé et dispose d'un appareil mesurant l'hygrométrie et la température. Une convention avec la Spencer Library (University of Kansas) a permis l'organisation à San Marcos d'ateliers portant sur la préservation des livres. Le parc informatique, bien qu'ancien, est

La bibliothèque centrale, la seule à disposer d'un véritable budget d'acquisition 22, reprend depuis 2007 ses souscriptions à diverses revues (après une interruption de plusieurs années) et s'abonne à quelques ressources électroniques. Les nouvelles technologies sont l'objet d'un intérêt spécial, la bibliothèque centrale, dont le site internet générait près de neuf millions de visites en 2006, participant bien plus que les divers organes centraux et facultés à la visibilité de San Marcos sur le web. Constatant les limites et le coût du SIGB Sabini, la bibliothèque s'est tournée vers le programme libre, en l'occurrence Koha, pour développer son propre Opac, en collaboration avec des bibliothécaires de trois autres pays latino-américains. Ce sont autant de signes d'un dynamisme actuel de la bibliothèque centrale de l'université 23, qui répondent à une forte demande de la part d'étudiants le plus souvent dans l'impossibilité totale d'acheter des livres. En 2006, les 120 000 monographies, 30 000 revues (collections incomplètes) et 20 000 « thèses » de la bibliothèque centrale ont suscité environ 210 000 visites, dont une forte majorité d'étudiants de premier cycle.

Mais le développement de l'offre documentaire demeure entravé par plusieurs handicaps structurels. La



La bibliothèque Manuel-Scorsa-Torres, dans le local communal Nueva-Esperanza à Villa Maria del Triunfo est un petit havre de paix. Ouverte tous les jours jusqu'à neuf heures du soir – afin d'attirer les parents – la bibliothèque compte 3 196 livres dûment inventoriés et surveillés. Outre les deux premiers lots Promolibro, elle a bénéficié de dons provenant de l'ambassade d'Espagne, de la municipalité de Lima et de l'ONG World Vision. Y sont organisées des séances d'apprentissage de la lecture pour les « enfants » de tout âge. Photo: David-Jonathan Benrubi



Animée par des retraités bénévoles, la bibliothèque José-Carlos-Mariátegui, dans le secteur Pampas de San Juan, a été créée en 1988 grâce au financement d'une ONG protestante (5 000 dollars), dans un quartier regroupant une dizaine de milliers d'habitants. Dotée d'environ 2 000 livres, principalement scolaires, et de quelques jouets, la bibliothèque ouvre tous les après-midi. Signe de son intégration à la communauté : un mur tombé à la suite du tremblement de terre d'août 2007 devait être rapidement reconstruit. Photo: David-Jonathan Benrubi

complexité administrative du fonctionnement quotidien des organismes publics péruviens gêne notamment les acquisitions : l'assimilation des livres à des bien immobiliers, et sans doute la hantise du détournement de fonds, pèsent sur la procédure d'achat et empêchent de facto tout achat à l'étranger. Dès lors, les acquisitions de la bibliothèque sont dictées par les catalogues des libraires locaux (et on a vu les faiblesses du marché du livre péruvien), ce qui interdit toute réelle politique documentaire.

Un autre problème tient à une forte tradition facultaire, à laquelle se superposent de violentes luttes de pouvoir qui, opposant personnes et factions, freinent la synergie au

^{21.} Pour une présentation des fonds historiques de la bibliothèque Pedro Zulen, voir Alberto Loza Nehmad, « The Sala de Investigaciones – Fondo Reservado of the University of San Marcos Central Library, Lima, Peru », RBM: A journal of Rare Books, Manuscripts and Cultural Heritage, 6/2 (automne 2005), p. 108-123, disponible en ligne: www.ala. org/ala/acrl/acrlpubs/rbm/backissuesvol6no2/lozao6.pdf

^{22.} Qui lui permet de rattraper son retard. En 2001, les titres édités entre 1995 et 2000 ne représentaient que 2,35 % du catalogue de la bibliothèque centrale. Cf. Nelly Mackee de Maurial, Orlando Corzo Cauracuri, Alejandro Ponce San Roma, Diagnostico de unidades de informacion de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, juillet 2001, p. 44.

^{23.} Signalons encore que la Biblioteca España de los Artes, qui bénéficie du soutien logistique et scientifique de la bibliothèque centrale, et qui est située dans le local historique de la Casona de San Marcos (dans le centre de Lima), s'est fixée pour but de devenir la bibliothèque péruvienne de référence dans le domaine du théâtre.

sein de l'université. D'où la précarité du réseau (sistema) de trente bibliothèques dont la Pedro-Zulen est théoriquement le centre. Rares sont les facultés qui ont accepté d'intégrer leurs bibliothèques au catalogue commun. Or, si l'on se tourne vers ces bibliothèques, le paysage n'est pas reluisant. Celle de la faculté de médecine, une des plus importantes en termes de surface, de personnel et de lecteurs, n'a acheté aucun document pour l'année 2006, à l'instar des bibliothèques d'odontologie, de pharmacie, de mécanique des fluides (toutes spécialisées dans des domaines où la bibliographie se renouvelle vite). En outre, si la conservation des mémoires et thèses fait partie de leurs missions, force est de constater que son accomplissement est inégal : l'importante faculté des sciences administratives n'en conserve que quarante-sept, tandis qu'une collection de thèses



Le nouvel édifice de la bibliothèque Pedro-Zulen (bibliothèque centrale de l'UNMSM).
Photo: David-Ionathan Benrubi

d'éducation physique du début du xx^e siècle, qui aurait eu toute sa place à la Réserve de la bibliothèque centrale, a été récemment jetée – de quoi faire frémir les historiens du corps... L'éclatement des fonds, aggravé par l'absence de catalogue commun, induit gâchis de travail (catalogage répété) et coûts (doublons, achats de licences).

La principale fonction des bibliothèques de faculté demeure sans doute le service de prêt, qui prend une dimension particulière du fait de la collaboration tacite des bibliothèques et des officines de reprographie, lesquelles, installées au sein de chaque faculté, jouent un rôle important dans la vie universitaire ²⁴.

24. Ce qui peut paraître choquant vu de France, la photocopie systématique d'ouvrages prêtés par les bibliothèques (ces modernes *stationarii* ont même des catalogues d'ouvrages disponibles à la copie), est une condition *sine qua non* de la formation universitaire des personnes issues des couches inférieures de la société péruvienne. Rappelons que la majorité des livres étant importés, leur prix absolu, monétaire, est supérieur à celui qu'ils coûtera dans les pays riches, sans même prendre en compte les différences de pouvoir d'achat.

La Católica

À quelques minutes du campus sanmarquinien, le réseau de bibliothèques de la Católica est, lui, une réalité. Y sont présentes neuf bibliothèques, mais les procédures d'achats, de catalogage, d'informatisation et de services au public y sont prises en charge par des départements centralisés. Le bâtiment actuel de la bibliothèque centrale étant jugé obsolète, un projet est à l'étude : la construction d'un second édifice permettrait de franchir une étape supplémentaire dans la concentration des moyens, puisque ne resteraient sur le campus que deux bibliothèques (un pôle « littéraire » et un pôle « scientifique »).

Même si l'on ne considère que la bibliothèque centrale, on est frappé du décalage avec San Marcos. Le personnel

> travaille dans des conditions meilleures (salaires, stabilité, atmosphère) et est plus qualifié : tandis qu'à San Marcos, dix-huit bibliothécaires pilotent une masse « salariale » incluant plus de 180 étudiants dits « boursiers » (ce statut correspond à l'obtention d'un job d'étudiant payé environ 30 euros par mois...), la bibliothèque de la Católica emploie une trentaine de bibliothécaires pour un total de 160 employés - suffisamment pour faire de la formation des usagers. Si le volume des collections est sensiblement égal, la Católica dépense environ 600 000 dollars par an pour accroître les siennes, la moitié de cette somme étant affectée aux périodiques (papier, électroniques). Cela en fait sans doute la seule BU du pays dont les collections soient peu ou prou actualisées (elle n'a en

revanche pas de fonds patrimonial important). Mais c'est sans doute à la périphérie de la bibliothèque qu'on mesure le mieux tout l'écart entre la principale université publique et la principale université privée du Pérou, en l'occurrence la documentation audiovisuelle (dont la demande est notamment forte de la part des facultés de communication et d'art). La première a une salle audiovisuelle, la seconde un département, avec à sa tête un bibliothécaire diplômé. À San Marcos, la collection, qui compte surtout des cassettes, se constitue exclusivement à partir de dons ; la Católica dépense 10 000 dollars par an pour acheter des cassettes et DVD, met en place une banque d'images pour les enseignants et les étudiants et propose des répertoires de liens. On ne prête qu'aux riches.

Les bibliothécaires

Disons, avant de conclure, un mot des bibliothécaires péruviens. L'image du bibliothécaire est, dans les représentations sociales, aussi bonne que floue. Souvent mal distingué de l'érudit, il jouit notamment de l'aura d'une figure du Panthéon national, Jorge Basadre (1903-1980), qui fut à la



fois le grand historien et le grand bibliothécaire du Pérou. Selon un découpage mémoriel souvent répété, Basadre (fondateur en 1943 de l'École nationale de bibliothécaires) et ses disciples formèrent la « génération héroïque » des bibliothécaires, composée d'individus issus de la bourgeoisie créole liménienne qui considéraient leur tâche comme un apostolat. Pour l'anecdote : Basadre, bon patriote, demanda à un disciple de « péruaniser » Dewey, et ainsi naquit la décimale Tabla Perú, parfois encore utilisée.

La deuxième génération, en rupture avec la précédente et contemporaine de la difficile incorporation de l'École à la faculté des lettres de l'université de San Marcos, fut celle de la professionnalisation et des premières luttes syndicales : la bibliothèque n'était plus une mission mais une administration. La génération actuellement en poste, et dont certains des représentants les plus éminents sont professeurs, se définit elle-même comme une « génération rhétorique ». Il est vrai que, jadis confrontée aux heures sombres de la violence politique 25, elle a sans doute développé une culture du discours qui s'observe à travers la publication d'articles (souvent des communications) ayant plus valeur de plaidoyers ou d'essais que de recherche. Ceux-ci ne doivent pas être mesurés à la seule aune de leur (parfois faible) niveau théorique, car leur fonction légitimatrice a sans doute eu un impact sur les quelques progrès récents de l'institution 26.

Formations et filières

Il n'existe aujourd'hui que deux filières « bibliothécologiques » (il faut comprendre sous cette appellation l'ensemble des filières documentaires et bibliothéconomiques) : celle de l'Université catholique, jadis créée à l'instigation d'entreprises britanniques désireuses de constituer un vivier de documentalistes, est moribonde du fait du petit nombre d'inscrits (le salaire moyen garanti par le diplôme ne justifiant pas l'important investissement que constitue l'inscription dans cette établissement). La filière publique en revanche se porte bien, réunissant 16 % des inscrits à la faculté des lettres en 2006 – ce qui s'explique

a non sans raison vécu comme une entreprise de délégitimation la tentative d'Alberto Fujimori de réorganiser la formation bibliothécologique (dans le sens d'un net appauvrissement) par le biais d'une convention avec la Bibliothèque nationale (alors en pleine crise identitaire et budgétaire, et ne jouissant pas de l'autonomie de la principale université publique). La crise politique provoquée par le scandale des enregistrements vidéo de Vladimir Montesinos (vladivideos) a interrompu la mise en œuvre de ce projet. 26. Cette littérature présente deux caractères remarquables : d'une part. l'importation dans le discours sur les bibliothèques des modes conceptuelles successives théorisant l'inégalité (pauvreté, développement humain, exclusion sociale, marginalité...) s'assortit d'une insistance croissante sur le rôle de l'information dans les processus de domination ; d'autre part, la référence systématique et appuyée aux textes émanant de l'Unesco et de l'Ifla qui exercent ici une véritable fonction d'autorité. Voir par exemple Fortunato Contreras Contreras, « La inclusión social en el Perú a través de las bibliotecas públicas », Letras, 109-110 (2005), p. 109-125.

25. Dans le contexte général d'un climat social délétère, la profession

par une certaine sûreté de la recherche du premier emploi dans cette branche.

Le cursus dure cinq ans (dont une année propédeutique commune à tous les élèves de la faculté), et comprend une gamme d'enseignements techniques (catalogage), pratiques (gestion de projet), théoriques (sur la lecture), réflexifs (« développement et information »)... Si la régularité et la qualité des cours sont parfois critiquées, il est important de noter une relative diversité sociale des élèves bibliothécaires. Mais, en l'absence de bourses d'études, la majorité des étudiants ne peuvent aller jusqu'à l'obtention de leur « titre » universitaire (la licientatura), ce qui les obligerait à différer d'une ou deux années leur entrée sur le marché du travail. La reconnaissance salariale s'en trouve minimisée, et le développement universitaire du champ bibliothéconomique entravé ²⁷. Se produit alors au Pérou un phénomène observé au niveau du continent latin par le chercheur mexicain Elsa Ramirez : « Dans notre région [...] on continue de considérer la bibliothécologie comme une activité éminemment pratique. À ce problème s'ajoute le nombre réduit de bibliothécaires ayant réalisé une maîtrise ou un doctorat dans la spécialité, si bien qu'on ne dispose pas du personnel suffisant pour multiplier les programmes académiques de troisième cycle et de recherche ; se crée alors un cercle vicieux qui limite le développement de la discipline et rend difficile la modification de son statut symbolique 28. »

Ajoutons que les tableaux comparatifs que l'auteur présente placent systématiquement le Pérou en queue des pays latino-américains. Outre l'absence de formation de niveau master ou doctorat, la faiblesse du niveau académique transparaît encore dans celle de la majorité des revues, même si l'apparition d'une blogosphère (encore limitée) et l'ouverture internationale de la revue électronique *Biblios* ²⁹ nuancent ce constat.

De fait, si des progrès ont été réalisés ces dernières années dans le domaine des bibliothèques, ils concernent surtout le milieu le plus privilégié ou se situent encore majoritairement dans l'ordre du discours (ce qui n'est pas négligeable). La transformation de la Bibliothèque nationale, la concrétisation du SNB, la poursuite du développement des BU publiques, l'amélioration de l'accès au livre dans les zones marginales appartiennent encore au futur. Sont-elles possibles sans l'émergence d'un État péruvien ? Le bibliothécaire ne peut que constater, en attendant, les criantes inégalités dans l'accès à l'information.

Février 2008

^{27.} Alonso Estrada Cuzcano, « Recuento historico de la formacion académica de bibliotecologia y estado actual », *Letras*, 113-114, Lima, 2007 p. 1-0

^{28.} Elsa M. Ramirez Leyva, « Investigación bibliotecológica y desarrollo de la sociedad de la información en America Latina », *Revista de Biblioteconomia de Brasilia*, Brasilia, 23-24/3 (1999-2000), p. 309-328, ici p. 312.

^{29.} www.bibliosperu.com